



Rapport d'orientations budgétaires 2025

CONTEXTE GENERAL

Un effort total demandé aux collectivités locales de 5 Mds

Et de 3,7 M€ pour la CAPH

Les autres dispositions

CONTRIBUTION AU REDRESSEMENT

2% max des RRF

- 2,1 M€

FRACTIONS DE TVA

Evolution décorrélée
de la hausse du
produit national de
TVA

- 527 K€

+ Un remboursement
de trop perçu 2024

- 680 K€

FCTVA

Baisse du taux à
14,85% et
limité aux DRI

-400 K€

Fonds Vert
-1,5 Mds €

Cotisations retraite
employeurs
+ 4 points

Stabilisation de la
DGF

Baisse de la DCRTP
- 566 K€

Revalorisation des
bases: + 2%
+ 862 K€

SYNTHESE 2025

Un choc entre des projets d'investissement arrivés à maturité et l'impact fort de la contribution aux finances publiques

- qui réduit l'autofinancement de 15% à 15,7 M€
- Et qui reporte le financement des investissements sur l'emprunt: 27,1 M€

Equilibres financiers	CA 2023	CA 2024 prév	BP 2025 prév	variation 2025/2024
Recettes de gestion	147 078 231	150 597 138	149 734 940	-0,6%
Dépenses de gestion	113 158 316	116 617 054	138 070 795	18,4%
épargne brute (CAF)	27 399 072	27 590 251	25 044 145	-9,2%
Amortissement du capital de la dette existante	8 979 866	9 060 000	9 369 272	3,41%
épargne nette (CAF Nette)	18 419 206	18 530 251	15 674 873	-15,4%
Dépenses d'investissement (hors D16)	36 590 628	48 656 771	67 753 456	39,2%
Recettes d'investissement	16 036 694	15 301 248	24 971 993	63,2%
Emprunt	0	5 000 000	27 106 590	442,13%

La section de fonctionnement en 2025

DEPENSES : 138 M€ (+18,4%)

Charges à caractère général :

12,5 M€ (+15,8%)

Politique de cohésion sociale :
77 K€

Prog. Alimentaire Territorial : 82 K€

Investissement induit : 435 K€

Etudes urbaines:
140 K€

Contributions et subventions

53,7 M€(+11,6%)

Politique de cohésion sociale :
+ 451 K€ (*ruralité, illettrisme, violences faites aux femmes*)

Contributions:
+ 3 M€

Dont + 3,7 M€ pour la gestion des déchets

Pacte de solidarité communautaire:

56,7 M€ (+29,9%)

DSC

Booster: + 10 M€
Inflation: + 800 K€

Reversements à l'Etat

Contribution:
+ 2,1 M€
Remboursement trop perçu TVA:
+ 680 K€

Charges de personnel
15,1 M€ (+7,95%)

5 recrutements

Régime indemnitaire phase 3

Hausse des contributions patronales

GVT

RECETTES 149 M€ (-0,6%)

Fiscalité:

107 M€ (-0,6%)

Dont contributions directes: 45 M€ (+0,9%)

Dont fiscalité reversée: 62 M€ (-1,09%)

Dotations et subventions reçues

41 M€ (-1,3%)

Reprise de provision
+ 16 M€

La section d'investissement en 2025

DEPENSES
77 M€ (+10,1%)

Un PPI à 53 M€
(+ 32%)

La poursuite de politiques publiques et de grands projets: 50 M€

- Les opérations de renouvellement urbain (15 M€)
- Le déploiement des véloroutes (3 M€)
- Les travaux au château de la Princesse et sur les totems touristiques (1,4 M€)
- La solidarité envers les communes (10,5 M€)
- Les aides à l'habitat (16 M€)
- La réhabilitation et l'aménagement de ZA (3,2 M€)

Le déploiement de nouvelles politiques publiques et de nouveaux projets : 6,6 M€

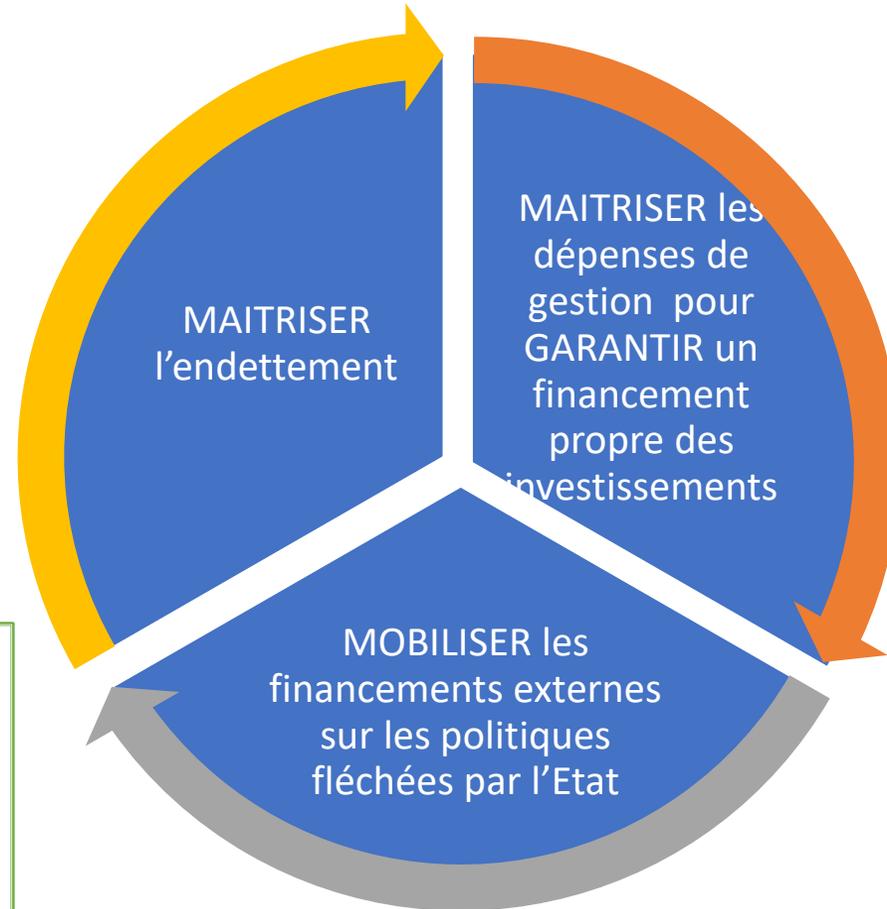
- La réhabilitation de la médiathèque de Douchy-les-Mines et le système de chauffage de la médiathèque de Denain (1,6 M€)
- La vidéo protection dans les zones d'activités et le parc de loisirs (1,1 M€)
- La participation à la réfection de la piste de l'aérodrome (500 K€)
- Le renforcement de la solidarité avec un fonds de concours Politique de la Ville (1,5 M€/an sur 6 ans) et l'aide à l'aménagement d'un accueil de jour pour les victimes de violences (75 K€)
- Le programme de maintenance sur 8 médiathèques (637 K€)
- Le pont de Louches et la RD 66 à Rosult (1,2 M€)

L'investissement est financé par des subventions, des ressources propres et un emprunt de 27,3 M€

2025: une situation maîtrisée malgré la participation au redressement des finances publiques

Une Capacité de désendettement < 7 ans
2025: 3,5 années
Un stock de dette à fin 2025 de 89 M€

Maximiser les financements externes de l'Etat et d'autres partenaires
2025: 15,5 M€ de subventions attendues



Une Epargne de gestion > 27 M€
2025: 27,6 M€ (- 20%)

Un niveau d'autofinancement qui représente au moins le quart du montant alloué à l'équipement du territoire
2025: 25 M€ pour financer 66,7 M€ d'équipement = 37%

Une situation **financière** qui deviendrait critique sans la reprise de provision **dès 2025**

Une hypothèse qui illustre une nécessaire agilité et adaptabilité pour répondre aux enjeux dès 2026 si le contexte de 2025 se reproduisait:

- Un autofinancement inférieur à 10 M€ et une épargne de gestion qui ne respecte plus le cap des 27 M€
- Et qui accroît le besoin d'emprunt pour une capacité de désendettement de 5 années

La situation sans la reprise de provision et sans le booster d'investissement

Equilibres financiers	CA 2023	CA 2024 prév	BP 2025 prév	variation 2025/2024
Recettes de gestion	147 078 231	150 597 138	149 734 940	-0,6%
Dépenses de gestion	113 158 316	116 617 054	128 070 795	9,8%
épargne de gestion	33 919 915	33 980 084	21 664 145	-36,2%
Intérêts de la dette existante	2 234 245	2 400 000	1 800 000	-25,00%
épargne brute (CAF)	27 399 072	27 590 251	19 044 145	-31,0%
Amortissement du capital de la dette existante	8 979 866	9 060 000	9 369 272	3,41%
épargne nette (CAF Nette)	18 419 206	18 530 251	9 674 873	-47,8%
Dépenses d'investissement (hors D16)	36 590 628	48 656 771	67 753 456	39,2%
Recettes d'investissement	16 036 694	15 301 248	24 971 993	63,2%
Besoin de financement de l'investissement	20 553 934	33 355 523	42 781 463	28,26%
Emprunt	0	5 000 000	33 106 590	562,13%
Capacité de désendettement (en années)	2,82	2,66	5,09	



La Porte
du Hainaut
Communauté
d'Agglomération